

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

<i>À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé</i>	<b>Date</b> 31.08.2018	<b>Heure</b> 16h08	<b>Numéro</b> 18.178	<b>Département(s)</b> PRÉSIDENTE
	Annule et remplace			

**Auteur(s) : Groupe libéral-radical**

**Titre : Relations extérieures et communication, sommes-nous sur le bon chemin ?**

**Contenu :**

Le Conseil d'État est prié de nous faire un premier bilan sur le renforcement de son groupe de communication et des relations extérieures. Voit-il une amélioration de sa politique de communication envers les citoyens, les médias ou les entités ayant des liens avec l'État ? À ce jour, combien de citoyens consultent l'application Neuchâtel mobile (NEMO) et quel est le ressenti de son utilité ? Quels rôles jouent les communicants avec les représentants de l'administration, ainsi que des parlementaires fédéraux ?

Des intervenants externes ont-ils été mandatés afin de proposer les changements stratégiques opérés et du coaching a-t-il été proposé ? Si oui, quel est le coût total pour l'État des mandataires externes ?

**Développement :**

Le Conseil d'État avait annoncé, en mai 2017, revoir sa stratégie de communication, en renforçant notamment les forces dédiées à cette mission, au sein de l'administration cantonale. Quelles conclusions tirer après plus d'une année ? La naissance de l'application NEMO, qui déverse des flots d'informations quotidiennes, permet de nous poser la question de son utilisation par les citoyens. Trop d'info tue l'info ! Les responsables de cette communication étatique ont-ils compris cela et ont-ils pour mission de trier préalablement l'information et d'y apporter une plus-value ? Qu'en est-il également des contacts entre la presse et l'État ? La nouvelle équipe travaille-t-elle main dans la main directement avec le Conseil d'État pour le conseiller dans ses messages, ou alors ne se contente-t-elle que de transmettre ultérieurement l'information ? Au niveau fédéral, les communicants ont-ils un rôle de lobby à Berne, auprès de l'administration et des parlementaires fédéraux et, le cas échéant, quelle est leur mission stratégique et le temps dévolu à cela ? Des aides externes, par le biais de spécialistes du domaine de l'information institutionnelle, ont-ils été mandatés et, si oui, quel est le coût total pour l'État ?

**Demande d'urgence : NON**

**Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :**

Jean-Daniel Jeanneret-Grosjean

<b>Autres signataires (prénom, nom) :</b>	<b>Autres signataires suite (prénom, nom) :</b>	<b>Autres signataires suite (prénom, nom) :</b>
Philippe Haeberli	Xavier Hüther	Lionel Rieder
Quentin Di Meo	Bastian Droz	
Béatrice Haeny	Nicolas Ruedin	